SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 31 MARS 1845.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de loi qui autorise le Gouvernement à instituer un Conseil de Prud'hommes à Roulers.

(Voir les Nos 207 et 267 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par la loi du 9 avril 1842, il a été permis au Gouvernement de créer des Conseils de Prud'hommes dans plusieurs villes du Royaume, sans que la ville de Roulers fût comprise au nombre des cités où ces juridictions exceptionnelles pourraient être établies. Depuis que la loi du 9 avril 1842, ainsi que le décret du 11 juin 1809 ont été mis en vigueur, la ville de Roulers a senti la nécessité d'avoir un Conseil de Prud'hommes, pour décider les différends qui naissent tous les jours entre ses fabricants et les nombreux ouvriers qu'ils emploient dans leurs usines. En effet, il existe à Roulers : sept fabriques de toiles très-importantes, dont la matière première est prise dans le pays, et qui font pour un million et demi d'affaires ; sept fabriques de cotonnettes, de siamoise et de coton et laine, occupant ensemble près de 2,000 ouvriers domiciliés tant à Roulers que dans toutes les communes du district Administratif ; et de plus sept brasseries, une grande distillerie, trois imprimeries de toile, deux librairies, trois savonneries, six tanneries, deux blanchisseries de toiles, sept fabriques de chicorée, deux de pipes à fumer, huit de tabac, quatre de bleu d'azur, qui employent au moins 250 ouvriers. Donc en tout 59 usines et fabriques.

En présence de ces établissements, qui ont déjà un si grand nombre d'ouvriers, et qui prennent encore annuellement un nouvel accroissement, la régence de la ville de Roulers a adressé une requête au Gouvernement pour le prier de donner à cette ville un Conseil de Prud'hommes, en s'engageant à fournir les locaux nécessaires, tant pour la tenue des séances du Conseil, que pour la mise aux arrêts : Ces locaux existent déjà et sont convenables. Les frais de premier établissement, les dépenses annuelles de chauffage et d'éclairage et tous autres frais quelconques seront également supportés par la ville.

(2)

C'est pour faire droit à cette demande, que M. le Ministre de l'Intérieur a soumis à la Chambre des Représentants un projet de loi ayant pour objet de pouvoir comprendre Roulers parmi les villes où le Gouvernement est autorisé à instituer un Conseil de Prud'hommes, aux termes de la loi du 9 avril 1842. Ce projet y a été favorablement accueilli.

La Commission à laquelle vous en avez renvoyé l'examen, après s'être convaincue que le district administratif et la ville de Roulers sont en possession d'industries importantes, qui exigent une direction et une surveillance sage et paternelle, ainsi qu'une exacte et active police, vous propose, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du projet de loi qui vous est soumis.

Le Vicomte DESMANET DE BIESME.

Le Duc D'URSEL.

Le Baron DE STASSART.

Le Comte DE BAILLET.

CHRISTYN Comte DE RIBAUCCOURT, Rapporteur.